



## Le mouvement ouvrier s'organise

### 1884 - LES SYNDICATS DEVIENNENT LÉGAUX

**Dans la foulée des grandes lois démocratiques sur l'école laïque et sur la liberté de la presse, la République se rend à l'évidence et renonce à mettre hors la loi un mouvement qui, de toute façon, s'exprimera.**

Après le traumatisme engendré par les massacres de mai 1871, le mouvement ouvrier reprend progressivement de l'ampleur.

En 1872, le gouvernement dissout le Cercle de l'Union ouvrière de Paris qui réunit quinze chambres syndicales. Pour faire face à la multiplication des grèves, le pouvoir accepte enfin l'abrogation de la loi Le Chapelier et des articles du Code pénal napoléonien contre les coalitions, qui interdisaient depuis 1791 le principe même des associations de défense des «prétendus intérêts communs» des ouvriers.

Jules Ferry est l'initiateur, dès 1880, d'un projet de texte législatif, autorisant les syndicats (ouvriers et patronaux). Mais, confronté aux multiples tentatives d'enlèvement menées par les députés les plus conservateurs, ce n'est qu'à l'issue de quatre ans de bataille parlementaire que Waldeck-Rousseau, alors ministre de l'Intérieur du second gouvernement Ferry, pourra, enfin, faire voter la loi du 21 mars 1884. Elle soumet le fonctionnement des syndicats à des règles strictes. Elle marque cependant le point de départ pour de nouvelles étapes: l'organisation des salariés peut désormais se développer au grand jour, mais à l'extérieur des ateliers et usines, les syndicats restant interdits sur les lieux de travail. Il n'est également pas question d'autoriser les syndicats dans la fonction publique.

«Les syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes, exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, pourront se constituer librement sans l'autorisation du gouvernement» affirme cette loi, qui accorde également à ces syndicats professionnels «le droit d'ester en justice», de disposer du produit de leurs cotisations, d'acquérir les immeubles nécessaires à leur activité, de constituer des caisses de secours mutuels ou de retraites. Ces syndicats professionnels peuvent, certes, former des unions de syndicats, mais ces unions ne peuvent, elles, ni posséder d'immeubles, ni entamer des actions en justice. Enfin, obligation est faite à ces syndicats de déposer leurs statuts et d'indiquer les noms de leurs dirigeants, qui devront impérativement être français et jouir de leurs droits civils.

Ces nombreuses contraintes ont pesé lourd. La généralisation des syndicats professionnels espérée par Jules Ferry et Waldeck-Rousseau a été beaucoup plus lente que prévu. Essor bien évidemment freiné par le patronat qui multiplie les menaces sur les ouvriers pour retarder l'application de la loi.

Face à cette offensive en règle, les dirigeants ouvriers sont divisés, avec d'un côté, les défenseurs d'un syndicalisme indépendant, et de l'autre, les "guesdistes", pour qui la lutte a une finalité essentiellement politique. Ces derniers ne veulent voir, du moins dans un premier temps, dans la loi de 1884 qu'une tentative de récupération et d'intégration du mouvement ouvrier. Une fédération nationale des Syndicats est créée à Lyon en octobre 1886 mais les rivalités en son sein entre "guesdistes" et "possibilistes" diminueront son influence. Elle sera concurrencée en 1892 par la fédération des Bourses du Travail. Ces divisions sont mal vécues par la classe ouvrière. Cette dernière impose dès 1893 un processus de rapprochement entre les deux organisations qui aboutira deux ans plus tard à la constitution de la première centrale syndicale, la Confédération générale du Travail.

### 1886 - LE PREMIER MAI, DE 1886 À NOS JOURS

**La journée internationale de revendication et de solidarité des travailleurs a longtemps été marquée par la violence de la répression des États, dans le monde entier.**

**À l'origine de cette journée, qui est tout sauf une fête, fût-ce du travail, la lutte pour la journée de huit heures.**

#### 1886 - Le Massacre de Haymarket

**La journée qui devait devenir la référence du mouvement ouvrier pour la journée de huit heures et, plus généralement de point de ralliement de la solidarité et de la revendication dans le monde entier.**



Dès 1884, le regroupement syndical qui allait donner naissance à l'American Federation of Labor (AFL) prépare la grève générale interprofessionnelle qui fut l'origine de la journée internationale de solidarité entre les travailleurs, le Premier mai. La revendication est simple et saisissable par tous: la journée de huit heures sans diminution de salaire. Et c'est à compter du Premier mai 1886 qu'elle serait imposée, par la grève.

À travers tout le pays, syndicats de métiers et assemblées locales des Chevaliers du Travail [1] se saisissent de ce mot d'ordre avec passion. Le mouvement est un succès malgré la faiblesse de l'organisation qui y appelle, la FOTLU (Fédération des métiers organisés et des syndicats de travailleurs), malgré l'opposition de la direction nationale de l'organisation majoritaire, les Chevaliers du Travail, impuissante devant l'enthousiasme déclenché par la revendication des huit heures.

À la date dite, le 1er mai, 40 000 ouvriers se mettent en grève à Chicago. Bientôt, ils sont le double. 45 000 autres ouvriers, notamment ceux de l'industrie de la viande, obtiennent les huit heures sans même avoir à se mettre en grève. Mais, le 3 mai, à la suite d'un affrontement entre jaunes et grévistes devant les usines de matériel agricole Mc Cormick, la police intervient. On compte

quatre morts et de nombreux blessés parmi les grévistes. Le journaliste ouvrier August Spies et un des dirigeants locaux des Chevaliers du Travail, Albert Parsons, anarchistes tous les deux, convoquent un meeting de protestation le lendemain à 19h30 sur la place du marché aux foins, Haymarket Square. Le maire donne son autorisation et trois mille personnes se rassemblent pacifiquement.

Mais l'orage menace. Alors que la réunion ne compte plus que quelques centaines de participants, un détachement de 180 policiers cherche à disperser le rassemblement. Une bombe éclate dans les rangs de la police, faisant 66 blessés dont 7 ne devaient pas survivre. Personne n'a jamais su qui avait lancé la bombe mais les dirigeants anarchistes de Chicago sont arrêtés. Huit d'entre eux, August Spies, Albert Parsons, Michael Schwab, Samuel Fielden, Adolf Fischer, Georges Engel, Louis Lingg et Oscar Neebe sont jugés dans un climat d'hystérie et, sans que la moindre preuve de leur culpabilité soit apportée, ils sont condamnés à mort, sauf Neebe, qui écope de quinze ans.

Comme le dira Samuel Gompers, le fondateur de l'AFL, «la bombe n'a pas seulement tué les policiers, elle a aussi tué notre mouvement pour les huit heures pour quelques années». Dès octobre, les rois de la viande de Chicago reprennent, par le lock-out, la concession faite sous la menace de la grève en mai. Mais le Premier mai devient le point de ralliement des travailleurs du monde entier, pour la réduction de la durée du travail sans diminution de salaire, mais aussi en souvenir des martyrs de Haymarket, et des autres...

[1] Aux États-Unis, la première organisation nationale de travailleurs fut l'Ordre des Chevaliers du Travail. Fondé en 1868, l'Ordre rassemblait tous les travailleurs au niveau d'une localité, blancs et noirs, femmes et hommes, américains "de souche" et immigrants; ouvriers qualifiés et non qualifiés, ouvriers agricoles, mais aussi artisans, petits commerçants et agriculteurs indépendants.

Seuls étaient exclus les avocats, les banquiers et tous ceux qui vivaient, d'une façon ou d'une autre, du commerce de l'alcool. Malgré une répression sauvage, l'Ordre était populaire et se développait rapidement. Les assemblées locales dirigeaient des grèves un peu partout et regroupaient des centaines de milliers d'adhérents, sans que l'organisation nationale parvienne à contrôler quoi que ce soit.

## 1886 - L'ancêtre de tous les 1er Mai raconté par un jeune ouvrier

**L'organisation syndicale qui devait donner naissance à l'American Federation of Labour (AFL) avait appelé les travailleurs américains à agir pour que le Premier mai 1886 marque le début de la journée de huit heures. Oscar Ameringer, un jeune ouvrier immigré, originaire d'Allemagne, travaillait dans une fabrique de meubles à Cincinnati. Plus tard, militant et journaliste, il se souviendra ainsi du 1er mai 1886.**

«Le travail était monotone, dix heures par jour à trimer, je gagnais un dollar par jour. Et puis, le printemps arrivait. Les bourgeois et les collines bleutées nous faisaient signe. Alors, quand des agitateurs des Chevaliers du Travail ont envahi notre bague industriel [sweatshop] en prêchant le message divin "moins de travail pour plus de salaire", je devins des leurs, des pieds à la tête. L'idée de la cause des travailleurs en général ne m'effleurait même pas. Je ne savais qu'une seule chose : ce dont ces militants parlaient, c'est ce que je voulais...

Le prélude à la révolution fut le cortège du Premier mai. Je défilais, l'émeute sanglante au cœur, un poignard dissimulé sous mon manteau. Il n'y avait que des drapeaux rouges en ce premier défilé du Premier mai, et la seule chanson que nous chantions était la Marseillaise des Ouvriers (Arbeiter's Marseillaise), le cri de guerre du soulèvement prolétarien. Même l'édition du Premier mai de l'Arbeiter's Zeitung était imprimée sur du papier rouge...

Malheureusement pour la révolution imminente, les forces de l'ordre de la ville ne firent aucune tentative pour intervenir. Je n'ai jamais su si c'était parce que la ploutocratie avait déjà abdicqué, ou que, considérant qu'il faut être deux pour se battre, elle avait choisi d'agir avec sagesse. Toujours est-il que nous nous sommes contentés de défiler et de redéfiler, de chanter et de rechanter jusqu'à ce que, les pieds en feu et la gorge sèche, nous ayons distribué nos forces dans les saloons, le long du trajet : nous y fêtâmes la première victoire du mouvement pour les huit heures avec de la bière, des déjeuners gratuits et des parties de cartes.

La grève commença le lendemain. Ce fut une grève joyeuse. La victoire était plus qu'assurée: est-ce que tout le monde ou presque n'appartenait pas aux Chevaliers du Travail? Les bouchers, les boulangers et les fabricants de chandelle, les médecins, les pasteurs, les épiciers et les tenanciers de pension. Quoi de plus facile? À partir du moment où tout le monde arrêterait le travail, il était évident que la ploutocratie se rendrait. En plus, il y avait le fonds de grève du syndicat. La première semaine de grève, les hommes mariés recevaient six dollars, les célibataires trois dollars. La deuxième semaine de grève ne fut pas si bonne. Les hommes mariés recevaient trois dollars, les célibataires rien. La troisième semaine, tous se retrouvaient sur un véritable pied d'égalité, à l'américaine, personne ne touchant plus rien...»

## 1886 à nos jours - Les symboles

**La date, le muguet, l'égilantine.**

La date: on pense que le Premier mai a été choisi à l'origine (1886) par les Américains parce qu'elle correspondait à la date à laquelle se terminaient traditionnellement les contrats de travail et de location, le Moving Day, le jour du déménagement, où il fallait décider si on allait rester ou chercher du travail ailleurs: «may day, pay day, pack rags and go away», disait-on à l'époque (1er mai, jour de paie, emballe tes fringues et déguerpis). C'était le meilleur moment pour revendiquer et le nombre des grévistes serait augmenté de celui des chômeurs. La tradition des grèves en fin de contrat de travail s'est d'ailleurs perpétuée jusqu'à nos jours en Amérique du Nord. Ajoutons que May day, tocsin révolutionnaire, est aussi devenu le signe de détresse international...

Le muguet: comme le printemps est dans l'air du Premier mai, qui manifeste, ou simplement se promène, pense tout de suite à se fleurir. L'ardent partisan de cette date qui s'époumonait salle Pétrele en 1890 n'était-il pas lui-même tout fleuri? Le socialiste possibiliste Paul Brousse lance même un concours dans son journal en 1895, pour inviter les travailleuses à donner des idées en la matière. Peu à peu, la rouge égilantine s'impose, comme l'œillet rouge en Italie...

Mais l'égilantine, cette rose sauvage symbole de la Révolution française, connaît un sérieux rival, le muguet, qui a pour lui de fleurir juste au Premier mai. Dès 1913, les artistes vont le cueillir dans les bois de Chaville... et les midinettes en raffolent. Après la Première Guerre, la grande presse organise la promotion systématique du muguet blanc contre la rouge égilantine, comme la presse allemande encourage l'edelweiss et la Démocratie chrétienne italienne l'œillet blanc...

C'est sous Vichy que le muguet détrônera finalement l'églatine, que personne ne songera plus à remettre à l'honneur ensuite. Il est vrai que le Premier mai, fête urbaine aux allures champêtres, est tributaire de l'environnement: l'urbanisation et le remembrement font disparaître les haies qui fournissaient aux habitués des "barrières" leur églatine, tandis que le muguet se cultive, et se vend...

On consultera avec profit l'excellent ouvrage présenté par Miguel Rodriguez "Le 1er Mai" dans la collection Archives Julliard (Paris, 1990).

## 1886 - Les martyrs

**Loin de la fête que propagent aujourd'hui les autorités des États, le Premier Mai est marqué par la répression et par la mort.**

Les trajets qu'empruntent traditionnellement les cortèges FO du Premier mai conduisent les manifestants au Mur des Fédérés du cimetière du Père Lachaise, à Paris ou devant le monument des Canuts, à Lyon.

Quelle que soit la conjoncture syndicale, c'est une tradition que Force Ouvrière maintient pour rappeler le souvenir de tous ceux qui sont tombés, martyrs de la cause ouvrière, pour qu'aujourd'hui tous les salariés aient le droit de manifester, de revendiquer, de prendre du repos après le travail.



Martyrs de Chicago jugés sans preuves après le massacre de Haymarket perpétré à l'occasion du Premier mai 1886, communards exécutés sommairement, achevés sur leurs lits d'ambulance, pendant la Semaine sanglante en mai 1871, mais aussi grévistes de Fourmies et leurs familles, fusillés par la troupe le 1er mai 1891. À ce long cortège des ouvriers assassinés répondent les rassemblements et manifestations syndicales d'aujourd'hui.

## 1889 - Congrès internationale à Paris, le 14 juillet 1889

**Le jour ou fut décidé que le Premier serait, dans le monde entier, une journée de revendication et de solidarité ouvrières.**

Lorsqu'on manifeste le Premier Mai, sous une forme ou sous une autre, à Paris ou en Province, en France ou à l'étranger, on respecte une consigne syndicale vieille de plus d'un siècle. C'est en effet en 1889 que deux congrès ouvriers socialistes, convoqués à Paris pour le 14 juillet 1889, décidèrent de faire du 1er mai 1890 une journée internationale de lutte des travailleurs pour la réduction de la durée du travail.

À cette époque, la séparation ne s'était pas encore faite, dans le mouvement ouvrier français, entre la représentation politique et la représentation syndicale. Dans de nombreux pays, elle ne devait d'ailleurs jamais se faire. C'est pourquoi ce furent aussi bien des syndicalistes que des dirigeants socialistes et anarchistes de toutes tendances qui répondirent présents à l'appel lancé pour un Congrès ouvrier socialiste international, à Paris, le 14 juillet 1889. Mais les dirigeants ne parvinrent pas à se mettre d'accord, et ce furent en fin de compte deux congrès qui s'ouvrirent en même temps.

Le premier, salle Pétrelle, devait consacrer la fondation de la Deuxième Internationale. Il rassemblait non seulement des syndicalistes mais aussi l'élite des dirigeants politiques socialistes et anarchistes du moment, français et étrangers. L'autre, très représentatif du syndicalisme français, était plus réformiste, "possibiliste", demandant que l'on s'en tienne à des revendications dont la satisfaction était "possible". Il se tenait salle Lancry.

Un point commun entre les deux congrès : la reprise de la revendication traditionnelle du mouvement ouvrier depuis Owen, la journée de huit heures, et, de plus, fixée par une législation internationale. Comme le disait la résolution de la salle Lancry : «journée maximale de huit heures de travail fixée par une loi internationale». La résolution de la salle Pétrelle est plus précise quant aux moyens: «Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail, et d'appliquer les autres résolutions du Congrès de Paris.»

Quel jour choisir? Le délégué des syndicats américains propose de reprendre la date lancée par l'AFL, le Premier mai. Le journal L'Éclair raconte la suite : «Un jeune délégué étranger, la boutonnière fleurie de violettes, applaudit à ce projet d'un vaste meeting en plein printemps! "oui mai, oh oui, mai" criait-il. Il se fit le champion d'une idée qui assurait le concours de la poésie du renouveau aux revendications confuses de cette foule dont il était le mandataire pimpant et coquet. On vota machinalement et l'on se sépara, causant de tout autre chose.»

On vota donc ceci : «Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1er Mai 1890 par l'American Federation of Labour, dans son congrès de décembre 1888 tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale.»

En 1890, le succès ne sera que relatif, mais en 1891, toutes les composantes qui allaient fusionner pour créer la CGT en 1895 se retrouvent pour un premier mai grandiose et tragique, puisque ce sera celui du massacre de Fourmies. Et le Congrès International de Bruxelles décide que la journée de lutte du Premier mai aura lieu tous les ans.

## 1919 - Enfin les huit heures!

**Quelques jours avant le Premier Mai, le Parlement réduit la durée légale du travail.**

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la tension sociale est à son comble. Partout dans le monde, grèves et même insurrections se déclenchent. Le Premier mai 1919, première grande journée de grève depuis le début des hostilités, fait encore plus peur que d'habitude. On ne peut plus faire la sourde oreille aux revendications ouvrières, en particulier sur la question des huit heures. Déjà, l'Allemagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Russie soviétique ont accordé les huit heures. En France, les syndicats de la chimie, de la verrerie, les postiers, les mineurs ont déjà obtenu les huit heures par des accords sectoriels.

Le gouvernement veut désamorcer le Premier mai: les fonctionnaires, au lieu d'être menacés de révocation, voire révoqués, pourront prendre un jour de congé sans solde s'ils veulent manifester... Un député, Pierre Laval, propose de financer des séances gratuites de cinéma et de théâtre ce jour-là, «seul moyen de détourner les masses des meetings et réunions syndicales». Surtout, le 23 avril, le Parlement vote la loi des huit heures, réduisant la durée légale du travail à 8 heures par jour, soit 48 heures par semaine.

Les huit heures obtenues, pourquoi manifester le Premier mai? Une brochure de la CGT explique: «les principes, les théories sont indispensables pour créer la foi et alimenter la bataille. Mais quand la bataille est gagnée, il s'agit d'organiser les positions pour se livrer à de nouveaux assauts (...) c'est ici que la journée de travail fixée à huit heures, complétée par le repos du samedi après-midi, peut et doit jouer un rôle important.»

Ce seront plus de 100 000 manifestants qui se retrouveront à l'appel de la CGT. La répression sera dure, il y aura un mort et de nombreux blessés, dont Léon Jouhaux lui-même.

## 1909 - Vu par Jules Romain

**Le Premier mai 1909 ne fait pas partie des "grands" 1er Mai. Il exprime d'autant mieux, à sa façon, ce que cette journée de "chômage volontaire" représentait pour les travailleurs et la population, en "temps ordinaire." Le témoignage de l'écrivain.**

«Par bonheur pour l'ordre, ce Premier Mai tombe un samedi, et ce samedi est jour de grande paye. Ne passeront ce soir à la caisse que ceux qu'on aura pointés à l'atelier. Pour chômer cette fois-ci, il faut plus de courage qu'à l'ordinaire. Le ciel est sombre et triste. L'air est froid. La répression comme la révolte garde un visage contenu. Lépine\* a rempli de dragons la caserne du Château d'Eau, de fantassins les rues écartées. À la rigueur, Paris n'est pas obligé de s'apercevoir qu'il est en état de siège. Il n'y a d'un peu voyant que les patrouilles d'agents cyclistes, qui circulent en tous sens, et que la garde à cheval, qui fait son manège place de la République, un rang puis un autre balayant lentement la chaussée, comme les pales d'une roue.

Les réunions syndicales ont été tolérées. Les meetings publics, interdits. Le gouvernement craint moins l'émeute que l'efflorescence, ça et là, d'une malveillance sournoise. L'esprit de Pataud, qui s'apparente aux elfes et aux korrigans, promène sa menace, difficile à situer. Des piquets d'infanterie protègent la Tour Eiffel. Au cas où les fils du télégraphe seraient coupés, où les postiers s'ingénieraient à brouiller les communications, il restera le plus grand mât de T.S.F. du monde pour recevoir les nouvelles et envoyer les ordres.

À neuf heures, sous le prétexte d'une réunion du syndicat des boulangers, un meeting de l'Union des Syndicats de la Seine s'ouvre à la Bourse du Travail. Thuillier, en attendant la Révolution qui ne saurait tarder, recommande le sabotage. Par la voix de leurs orateurs, les travailleurs de toutes catégories s'engagent à propager les idées d'antipatriotisme et d'antimilitarisme. À onze heures, ils se séparent aux cris de "Vivent les travailleurs organisés internationalement", "Vive la grève générale expropriatrice".

Cependant, quand sonne la relève de onze heures, les postiers, qui n'ont chômé qu'en tout petit nombre pour éviter les sanctions individuelles, descendent dans la cour du Central télégraphique, l'églantine rouge à la boutonnière, crient "conspuez Simyan" et chantent l'Internationale. Les commis principaux, les chefs de service, se détournent d'un air insuffisamment navré, et s'abritent de l'événement derrière leurs binocles. Le vent du nord-ouest pousse sur Paris de petits nuages noirâtres qui marquent le ciel comme des doigts sales la peinture d'une porte. Une courte averse tombe par instants.

De grandes affiches de la CGT publient le manifeste des Travailleurs, qui réclame les huit heures et la fin de la société bourgeoise. Des couples d'agents cyclistes s'arrêtent pour les lacérer. Devant la mairie du Xe, Faubourg Saint-Martin, une bagarre éclate entre la police et trois douzaines de chômeurs. En face, au 59, une fenêtre s'ouvre. Un homme maigre vocifère. L'homme s'appelle Montéhus. Avant d'ouvrir sa fenêtre il a vérifié dans une glace piquée de points noirs le mouvement de sa cravate et de sa chevelure. La voix de Libertad s'est tue à jamais, mais le chansonnier Montéhus crie "Assassins" aux agents.»

\* [Le préfet de police. NDLR.](#)

## L'Internationale

**Le texte complet du chant le plus célèbre du mouvement ouvrier.**

C'est la lutte finale  
Groupons-nous et demain  
L'Internationale  
Sera le genre humain.

I

Debout! les damnés de la terre!  
Debout! les forçats de la faim!  
La raison tonne en son cratère  
C'est l'éruption de la fin.  
Du passé, faisons table rase  
Foule d'esclaves, debout, debout!  
Le monde va changer de base,  
Nous ne sommes rien,  
soyons tout!

II

Il n'est pas de sauveur  
suprême,  
Ni Dieu, ni César, ni tribun,  
Producteurs, sauvons-nous  
nous-mêmes  
Décrétons le salut commun!  
Pour que le voleur rende gorge,  
Pour tirer l'esprit du cachot,

Soufflons nous-mêmes notre forge  
Battons le fer quand il est chaud!

III

L'État comprime et la loi triche,  
L'impôt saigne le malheureux,  
Nul devoir ne s'impose au riche,  
Le droit du Pauvre  
est un mot creux.  
C'est assez languir en tutelle,  
L'Égalité veut d'autres lois,  
«Pas de droits sans devoirs»  
dit-elle,  
Égaux, pas de devoirs  
sans droits.

IV

Hideux dans leur apothéose  
Les rois de la mine et du rail  
Ont-ils jamais fait autre chose  
Que dévaliser le travail?  
Dans les coffres-forts de  
la bande  
Ce qu'il a créé s'est fondu.  
En décrétant qu'on le lui rende  
le peuple ne veut que son dû.

V

Les rois nous saoulaient de fumées  
Paix entre nous, guerre aux tyrans  
Appliquons la grève aux armées  
Crosse en l'air et rompons les rangs  
S'ils s'obstinent, ces cannibales  
A faire de nous des héros  
Ils sauront bientôt que nos balles  
Sont pour nos propres généraux.

VI

Ouvriers, paysans, nous sommes  
Le grand parti des travailleurs  
La terre n'appartient  
qu'aux hommes  
L'oisif ira loger ailleurs,  
Combien de nos chairs  
se repaissent.  
Mais, si les corbeaux, les vautours  
Un de ces matins disparaissent  
Le soleil brillera toujours.

C'est la lutte finale  
Groupons-nous et demain  
L'Internationale  
Sera le genre humain.

Poème d'Eugène Pottier, musique de Pierre Degeyter, 1871.  
Exécuté pour la première fois en 1888.

## Avec Pétain, le 1er Mai devient la Saint-Philippe

**Comment le Premier mai, journée de lutte internationale des travailleurs, journée de grève, est-il devenu un jour férié en France?**

Dès le départ, le Premier mai, journée de lutte ouvrière, fait peur. À défaut de pouvoir le réprimer, l'empêcher, on s'efforce de le banaliser. La question de sa transformation en jour férié est posée par les rapports de police dès le début du siècle. En 1937, l'État donne l'exemple en accordant un jour férié: les fonctionnaires n'auront plus à faire grève pour manifester le 1er mai. En 1941, malgré l'occupation d'une moitié de la France par les nazis et la répression organisée par le régime de Vichy dans l'autre, le 1er mai fait toujours peur. Pétain en fait alors ... la "Fête Nationale du Travail", et choisit ce jour pour exposer les principes de la Charte du Travail qu'il entend imposer comme cadre des relations sociales.

C'est la grande revanche de tous ceux qui haïssent le mouvement ouvrier parce qu'il est ouvrier, indépendant du patronat et de l'État,

et international. Dès le Premier mai 1921, l'Action Française avait indiqué l'objectif des ennemis du syndicalisme libre: «Nous voulons travailler à organiser dans tout le pays ces républiques corporatives, professionnelles, où les syndicats de chefs d'entreprise, les syndicats de techniciens, les syndicats ouvriers librement associés dans les conseils du travail organiseront de concert la production française, équilibreront leurs droits respectifs et s'entraîneront les uns les autres vers le progrès économique et social. (...) Demain le Premier mai sera notre propre fête. (...) Le temps n'est pas loin où, dans nos rues fleuries, le premier jour de mai verra substituer aux drapeaux noirs de l'anarchie et de la mort, les étendards multicolores des Métiers tenus par les mains des Constructeurs.»

C'est le programme de la Révolution nationale de Pétain, qui s'adjoint un ancien Secrétaire confédéral de la CGT, René Belin, comme ministre du Travail alors que la CGT est dissoute. La Charte du Travail établit un système de corporations ouvrières et patronales intégrées au sein même de l'État de Vichy. C'est aussi en réaction contre ce système que la CGT tente une réunification en 1943.

La Charte du Travail n'a pas survécu à la Libération, même si l'idée de l'association capital-travail, de l'intégration des syndicats à l'État n'a pas fini de trouver des adeptes ici ou là. Mais le Premier mai est resté un jour férié...

## 1886 - LA NAISSANCE DE L'AMERICAN FEDERATION OF LABOR

### Aux origines de la puissante confédération syndicale des États-Unis.

Aux États-Unis, la première organisation nationale de travailleurs fut l'Ordre des Chevaliers du Travail. Fondé en 1868 en référence au mouvement maçonnique (dans la tradition des loges opératives, mi-corporations et mi-syndicats, qui avaient servi de cadre d'organisation dans diverses professions), l'Ordre rassemblait tous les travailleurs au niveau d'une localité, Blancs et Noirs, femmes et hommes, Américains de "souche" et immigrants: ouvriers qualifiés et non qualifiés, ouvriers agricoles, mais aussi artisans, petits commerçants, agriculteurs et travailleurs indépendants.

Seuls étaient exclus les avocats, les banquiers ainsi que tous ceux qui vivaient, d'une façon ou d'une autre, du commerce de l'alcool. Malgré la répression sauvage, l'Ordre était très populaire et se développait rapidement, les Assemblées locales dirigeant des grèves un peu partout et regroupant des centaines de milliers d'adhérents, sans que l'organisation nationale parvienne à contrôler quoi que ce fût.

En revanche, l'ancêtre direct de l'American Federation of Labor (Fédération Américaine du Travail), la FOTLU (Fédération des Métiers Organisés et des Syndicats de Travailleurs) qui ne regroupait, sur la base étroite du métier (trade union), que des ouvriers qualifiés (des hommes, blancs et américains de souche), ne comptait fin 1884 que 50 000 adhérents. Elle paraissait exsangue lorsqu'elle lança le premier mot d'ordre de grève générale interprofessionnelle de l'Histoire, la grève pour la journée de huit heures le 1er mai 1886.

C'est précisément en 1886 que les Chevaliers du Travail atteignaient leur apogée, au point qu'en mars, la direction nationale annonçait un moratoire sur l'affiliation de nouvelles Assemblées locales! Le Congrès de Richmond rassemblait 658 délégués représentant plus de 700 000 adhérents. Les adhérents de l'Ordre jouèrent le rôle principal dans la grève du 1er mai 1886, bien que la direction de l'Ordre l'ait condamnée. En effet, les dirigeants des Assemblées locales étaient payés par les militants de base enthousiasmés par la perspective de la grève; ces responsables et ces militants furent les principales victimes de la répression après le massacre de Haymarket, bien que la direction de l'Ordre, contrairement à la future direction de l'AFL, ait refusé d'intervenir en faveur des condamnés de Chicago.

La direction nationale de l'Ordre, élue lors du Congrès de Richmond de 1886, rejeta clairement l'idée d'un syndicalisme de classe, assis sur la notion de salariat. Les Chevaliers du Travail allaient rapidement périr. La voie était libre pour la création d'une véritable organisation syndicale ouvrière nationale: lors de son congrès de fondation en décembre 1886, l'American Federation of Labor comptait déjà 140 000 membres, trois fois plus que la FOTLU à son apogée. Elle devait cependant longtemps souffrir de s'être constituée, en opposition aux Chevaliers du Travail dont les idéaux étaient confus mais les intentions généreuses, sur la base étroite du métier. Elle se condamnait à rester cantonnée à une partie de l'aristocratie ouvrière. La création du Congress of Industrial Organizations (CIO) dans les années 30 devait seule remédier à cette insuffisance et redonner vie au mouvement interprofessionnel.

## 1892 - LA CRÉATION DE LA FÉDÉRATION DES BOURSES DU TRAVAIL

### Les regroupements interprofessionnels de syndicats ouvriers unissent leur forces. Un pas vers une confédération générale.

Lorsqu'en 1886, le Conseil municipal de Paris prend l'initiative de créer une Bourse du travail, ce n'est pas sans arrière-pensées. La municipalité met à la disposition des chambres syndicales des bureaux, des salles de réunion et une documentation. L'exemple de Paris fait rapidement école à Marseille (1885), Nîmes, Bourges (1887), Saint-Étienne, Toulouse (1888), Elbeuf (1889), Agen, Montpellier (1891), Lyon, Bordeaux... En 1892, on recense 14 Bourses, 40 en 1895, 74 en 1901 et 157 en 1908. Les autorités municipales espèrent ainsi placer sous contrôle, au moins partiellement, le mouvement syndical en plein essor.

Mais les syndicalistes ne tombèrent pas dans le piège. Bien au contraire. Les Bourses du travail deviennent les bastions des représentants ouvriers soucieux de l'indépendance syndicale par rapport à l'État, mais aussi par rapport aux partis. Contrairement aux guesdistes qui prônent, du moins dans un premier temps, la grève générale pour renverser le régime en place, les Bourses du travail se veulent les héritières des Sociétés de Résistance: c'est aux syndicats de décider des grèves mais les Bourses du travail doivent assurer la solidarité effective entre les ouvriers. Elles sont le foyer de la vie syndicale et le levier de l'action pour défendre les salariés face aux employeurs et au gouvernement.

Réunis en Congrès à Saint-Étienne, le 7 février 1892, les syndicalistes créent la Fédération des Bourses du travail. Le Congrès déclare: «Les Bourses du travail doivent être absolument indépendantes pour rendre les services qu'on en attend. Les travailleurs doivent repousser d'une façon absolue l'ingérence des pouvoirs administratifs et gouvernementaux dans le fonctionnement des Bourses, ingérence qui s'est manifestée par la déclaration d'utilité publique qui n'a été proposée par le gouvernement que pour nuire à leur développement. Le Congrès invite les travailleurs à faire les plus énergiques efforts pour garantir l'entière indépendance des Bourses du travail.»

Un "Service de la Mutualité" aide au "placement" des syndiqués et assure un "secours" aux victimes d'accidents du travail et aux chômeurs. Grâce à l'appui des Bourses, les syndicats se multiplient, des bibliothèques sont créées et un enseignement général aussi

bien que professionnel est dispensé aux ouvriers.

Malgré ce regroupement en fédération, la structure nationale reste néanmoins assez fragile. Le comité fédéral comprend un délégué par Bourse adhérente. Il désigne un Bureau national de quatre membres. Mais la solidarité s'exprime encore avant tout au niveau local. Les entreprises industrielles ont, elles aussi, rarement une taille nationale et les ouvriers ont rarement l'occasion de voyager. L'impulsion est pourtant donnée: elle aboutira, trois ans après le Congrès de Saint-Étienne, à la création de la première centrale syndicale, la Confédération Générale du Travail.

## 1804-1894 LES CAISSES DE SECOURS MUTUELS

**Les premières ébauches de la Sécurité sociale, nées spontanément de la solidarité ouvrière et lui apportant une base matérielle.**

Les premières sociétés ouvrières de secours mutuels apparaissent dès 1804 à Lyon, 1808 à Paris, et à Grenoble en 1820. Mais avant la Seconde République les groupements mutualistes sont à peine tolérés et à condition qu'ils soient politiquement neutres. Il faut attendre 1850 et 1852 pour que les sociétés de secours mutuels reçoivent un statut légal. Elles restent étroitement surveillées par l'État et le patronat.

En effet, ces sociétés ouvrières de secours gèrent des fonds provenant de cotisations volontaires hebdomadaires ou mensuelles de façon autonome. Elles servent à pallier l'inexistence de protection sociale. Elles redistribuent l'aide aux ouvriers malades ou âgés. Elles servent aussi de caisses de grève. C'est pour cette raison que l'État tente de les contrôler et que le patronat, surtout celui des mines, veut les interdire ou en prendre le contrôle.

Il faut dire qu'à la fin du XIXe siècle la condition ouvrière est encore très précaire. La durée moyenne de vie atteint tout juste les 45 ans. Le taux de chômage oscille autour de 10%. Le taux de mortalité infantile reste élevé: 17%. Le taux de mortalité global est de 2,2% mais avec de grandes variations. Dans les beaux quartiers de Paris il n'est que de 1% contre 3,5% à La Villette et Belleville. Si un métallo parisien peut gagner jusqu'à 10 francs par jour, les familles ouvrières dépensent encore 62% de leur maigre budget pour la nourriture, 15% pour un logement souvent insalubre et 7% pour les vêtements.

Il faut attendre la loi de novembre 1892 pour que la journée de travail soit fixée à 12 heures pour les hommes et 10 pour les enfants. Dans de telles conditions les caisses de secours mutuels sont indispensables à la survie ouvrière. Elles défendent pied à pied leur autonomie et obligent le législateur à enfin se pencher sur la protection sociale. En 1893 une première loi sur l'assistance médicale gratuite est votée. Elle s'applique aux indigents quelle que soit leur catégorie socio-professionnelle. Dans la foulée de ce premier acquis, suivent les premiers régimes d'assurances sociales: dans les mines en 1894, aux chemins de fer en 1909.

En 1898 une nouvelle loi précise l'aide de l'État aux sociétés de secours mutuels. Le 9 avril de la même année le Parlement adopte un texte sur les accidents du travail. Pour la première fois l'employeur est responsabilisé. Il doit payer les frais médicaux à l'ouvrier blessé et en cas d'invalidité, il doit verser une indemnité allant de 33 à 50% du salaire. Enfin il faut attendre avril 1910 pour voir apparaître une loi sur les retraites ouvrières.

C'est donc par le travail incessant des sociétés ouvrières de secours mutuels que la protection sociale, ancêtre de l'actuelle Sécurité sociale, a permis l'amélioration de la condition ouvrière. À noter toutefois qu'à la veille du XXe siècle, la législation sociale française est bien en retard sur ses homologues anglaise et allemande, d'ailleurs fondées sur des principes sensiblement différents.

## 1894 - LE CONGRÈS DE NANTES: POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE

**Un an avant la fondation de la CGT, syndicats et Bourses du travail tentent une première réunion et lancent une perspective d'action.**

Le Congrès de Nantes (17-21 septembre 1894) est une étape importante dans le mouvement d'unification syndicale, qui sera officiellement entériné l'année suivante à Limoges avec la création de la CGT. Les délégués de la Fédération Nationale des Syndicats et ceux de la Fédération des Bourses du Travail de France et des Colonies adoptent deux motions essentielles: "l'indépendance syndicale" et le principe de la grève générale.

Au cours de cette réunion, l'influence de Fernand Pelloutier devait se montrer prépondérante. Dirigeant de la Fédération des Bourses du Travail, anarchiste militant, il avait, par de nombreux articles, popularisé l'idée de la grève générale émancipatrice.

L'éloignement entre syndicats et partis politiques qui s'opère à l'occasion du Congrès de Nantes va de pair avec l'intégration des anarchistes dans les organisations ouvrières. Ces derniers avaient dénoncé dans un premier temps les «lois scélérates» de 1884 qui avaient légalisé les syndicats, considérées comme une tentative de récupération du mouvement ouvrier par le pouvoir.

À Nantes, ils réaffirment que ce n'est pas la prise du pouvoir qui importe, mais sa destruction. Mais le moyen pour atteindre ce but a changé: la grève générale prend le pas sur les actions violentes. La motion votée à Nantes proclame qu'elle est bien supérieure à l'insurrection: «En présence de la puissance militaire mise au service du capital, une insurrection à main armée n'offrirait aux classes dirigeantes qu'une occasion nouvelle d'étouffer les revendications sociales dans le sang des travailleurs. Le dernier moyen révolutionnaire est donc la grève générale. Le VIe Congrès national des Syndicats ouvriers de France décide qu'il y a lieu de procéder immédiatement à l'organisation de la grève générale».

Par la suite, la symbiose de la pratique syndicale et de l'idéologie anarchiste marquera profondément le mouvement ouvrier: de 1895 à 1914, le syndicalisme révolutionnaire sera dominant et marginalisera les tendances "collectivistes". Les "guesdistes" avaient, eux, suivi une évolution inverse. Ils avaient initialement défendu l'idée d'une grève généralisée en tant que moyen pour renverser par le "vide universel" le gouvernement en place.

En 1888, le Congrès de la Fédération des Syndicats, dominé alors par les "guesdistes", avait ainsi déjà affirmé que «la grève partielle ne peut être qu'un moyen d'agitation et d'organisation. Seule la grève générale, c'est-à-dire la cessation complète du travail,



Jules Guesde

ou la Révolution peut entraîner les travailleurs vers leur émancipation». C'est pourtant le succès de cette idée, reprise non seulement par les anarchistes mais également par certains dirigeants ouvriers considérés jusqu'alors comme "réformistes" - aiguillonnés, il est vrai, par une base qui souhaitait par dessus tout l'unification syndicale -qui conduira Jules Guesde à faire volte-face. Il dénoncera alors le «mirage trompeur» de la grève générale qui «serait plus longue encore que le suffrage universel à nous conduire au but». En se plaçant ainsi en porte à faux, les guesdistes vont se marginaliser dans les syndicats.

Dans son "Histoire du mouvement anarchiste en France", l'historien Jean Maitron estime ainsi que «Le Congrès de Nantes clôt la phase de la subordination de l'économique au politique. Les syndicalistes, secouant la domination dans laquelle les avaient maintenus jusqu'alors les guesdistes, se débarrassent de cette tutelle et affirment leur autonomie.»

[Imprimer ce dossier](#)

[fermer cette fenêtre](#)

**INFO JURIDIQUES** REVUE TRIMESTRIELLE JURIDIQUE **FO**